



## Assemblée générale

Distr. générale  
16 décembre 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-quatrième session

## Tribunal administratif des Nations Unies

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale, pour information, le texte de la note ci-après que le Tribunal administratif des Nations Unies a adressée au Président de l'Assemblée.

## Annexe

### Note annuelle du Tribunal administratif des Nations Unies

1. Le Tribunal administratif a décidé à sa troisième session plénière, tenue à Paris le 20 décembre 1951, de soumettre chaque année une note au Président de l'Assemblée générale. Conformément à cette décision, le Tribunal à l'honneur de soumettre la note ci-après pour l'année 1999.

#### A. Nomination de membres du Tribunal par l'Assemblée générale

2. À sa 81<sup>e</sup> séance plénière, le 5 décembre 1998, l'Assemblée générale a nommé, sur la recommandation de la Cinquième Commission (voir A/53/711), Kevin Haugh membre du Tribunal administratif des Nations Unies pour un mandat de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999. À sa 101<sup>e</sup> séance plénière, le 8 juin 1999, l'Assemblée a nommé, sur la recommandation de la Cinquième Commission (voir A/53/711/Add.1), Marsha A. Echols membre du Tribunal administratif des Nations Unies pour accomplir le reste du mandat de Deborah Taylor Ashford.

#### B. Composition du Tribunal en 1999

3. En 1999, le Tribunal était composé comme suit :

M. Hubert Thierry, Président  
 M. Mayer Gabay, Premier Vice-Président  
 M. Julio Barboza, Deuxième Vice-Président  
 M. Chittharanjan Felix Amerasinghe  
 M. Kevin Haugh  
 M. Victor Yenyi Olungu  
 Mme Marsha A. Echols

#### C. Cinquantième session plénière

4. Le Tribunal s'est réuni en session plénière annuelle à New York le 23 novembre 1999, conformément au paragraphe 1 de l'article 5 de son règlement. Tous les membres étaient présents, à l'exception de M. Julio Barboza.

#### D. Jugements rendus en 1999

5. En 1999, le Tribunal a tenu deux sessions, l'une à Genève du 28 juin au 30 juillet, et l'autre à New York, du 25 octobre au 24 novembre. Les chambres dont la composition est indiquée ci-dessous ont rendu les jugements suivants :

##### Affaires No 934 : Kamoun No 1009 : Kamoun No 1073 : Kamoun

(Kamoun contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
 (Demande d'un fonctionnaire de l'Organisation tendant à obtenir l'annulation des décisions de le mettre en congé spécial à plein traitement, de le réaffecter à Dakar et de verser dans son dossier une évaluation négative.)

Jugement AT/DEC/925

Genève, 13-29 juillet 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
 M. Barboza  
 M. Yenyi Olungu

\* \* \*

##### Affaire No 959 : Facchin

(Facchin contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
 (Demande d'une ancienne fonctionnaire de l'Organisation, soutenant que son contrat à durée déterminée aurait dû être prolongé. Il est question de savoir si le recours a été introduit dans les délais prescrits.)

Jugement AT/DEC/919

Genève, 30 juin 1998

Genève, 2-23 juillet 1999

M. Thierry, Président  
 M. Barboza  
 M. Yenyi Olungu

\* \* \*

**Affaire No 991 : Midaya**

(Midaya contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

(Demande d'un ancien fonctionnaire du HCR, soutenant que la décision de ne pas prolonger son contrat était injustement basée sur des allégations sans fondement d'inconduite sexuelle qui n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes sérieuses. Il est question de savoir si le recours a été introduit dans les délais prescrits.)  
Jugement AT/DEC/913

Genève, 29 juin-23 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Gabay  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 996 : Pace**

(Pace contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

(Demande d'un fonctionnaire, soutenant qu'on lui a abusivement refusé une avance au titre de l'indemnité pour frais d'études pour son enfant qui, selon lui, recevait une éducation scolaire avant l'âge de 5 ans.)

Jugement AT/DEC/921

Genève, 1er-23 juillet 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Yenyi Olungu

\* \* \*

**Affaire No 997 : Douaji**

(Douaji contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

(Demande d'une ancienne fonctionnaire de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), soutenant que l'Administration n'avait pas honoré l'obligation qui lui est faite de lui accorder la priorité pour les postes vacants à la suite de la suppression de son poste. Il est question de savoir si le recours est recevable.)

Jugement AT/DEC/916

Genève, 6-23 juillet 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
M. Barboza  
M. Yenyi Olungu

\* \* \*

**Affaire No 998 : Meron**

(Meron contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

(Demande d'une fonctionnaire retraitée qui a eu un accident imputable au service lors d'une mission auprès du HCR, soutenant que le défendeur a abusivement retenu ses dossiers médicaux et violé son droit à une procédure régulière en retardant indûment la convocation de la Commission médicale et en n'organisant pas une autre réunion de la Commission médicale pour examiner ses demandes de remboursement de frais médicaux et dentaires en suspens et l'ampleur de son invalidité permanente.)  
Jugement AT/DEC/918

Genève, 6-23 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 999 : Moore**

(Moore contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

(Demande d'un ancien fonctionnaire du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, soutenant qu'il a été mis fin à ses services sans respect des formes régulières et que son contrat a été abusivement résilié sur la base d'une décision faisant grief rendue par le Tribunal administratif de l'OIT concernant son emploi précédent avec l'Organisation mondiale de la santé)

Jugement AT/DEC/923

Genève, 15-29 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Haugh  
Mme Echols

\* \* \*

**Affaire No 1001 : Al-Ansari**

(Al-Ansari contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)

(Demande d'un ancien fonctionnaire de l'Office, tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à son engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête concernant le détournement allégué de produits destinés à des réfugiés particulièrement nécessiteux.)

Jugement AT/DEC/926

Genève, 5-30 juillet 1999

M. Barboza, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1002 : Khawaja**

(Khawaja contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), tendant à l'annulation de la décision de ne pas l'engager sur un poste permanent mais plutôt de le libérer afin qu'il retourne à son emploi précédent à la fonction publique pakistanaise.)  
Jugement AT/DEC/930

Genève, 9 juillet 1999

New York, 29 octobre-15 novembre 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
M. Barboza  
M. Amerasinghe

\* \* \*

**Affaire No 1004 : Zarra et Khalil**

(Zarra et Khalil contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)  
(Demandes d'anciens fonctionnaires de l'Office, tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à leur engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête concernant le détournement allégué de produits destinés à des réfugiés particulièrement nécessiteux.)  
Jugement AT/DEC/929

Genève, 5-30 juillet 1999

M. Barboza, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1005 : Abdul Halim et consorts**

(Abdul Halim et consorts contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)  
(Demandes d'anciens fonctionnaires de l'Office, tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à leur engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête sur des allégations de corruption

concernant des entrepreneurs en bâtiment dont l'Office s'est attaché les services.)  
Jugement AT/DEC/927

Genève, 5-30 juillet 1999

M. Barboza, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1008 : Guggenheim**

(Guggenheim contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire, soutenant qu'il n'a pas eu droit à une procédure régulière en ce qui concerne le non-renouvellement de son contrat. Il est question de savoir si le recours n'a plus d'objet étant donné que le requérant a démissionné avant la fin de son contrat.)  
Jugement AT/DEC/915

Genève, 29 juin-23 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Gabay  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1010 : Lefebvre**

(Lefebvre contre le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies)  
(Demande soumise par un fonctionnaire retraité contre la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, tendant au paiement d'une indemnité pour préjudice moral subi du fait que la Caisse a mis du temps à corriger une erreur qu'elle avait commise dans le paiement de sa pension mensuelle.)  
Jugement AT/DEC/920

Genève, 7-23 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Barboza  
M. Yenyi Olungu

\* \* \*

**Affaire No 1012 : Ishak**

(Ishak contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un fonctionnaire du HCR, soutenant que le Haut Commissaire a abusivement imposé des conditions à sa promotion qui avait été recommandée par le Comité des nominations et des promotions.)  
Jugement AT/DEC/924

Genève, 7-29 juillet 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
M. Barboza  
M. Amerasinghe

\* \* \*

#### **Affaire No 1015 : Abdulhadi et consorts**

(Abdulhadi et consorts contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)

(Demandes d'anciens fonctionnaires de l'Office, tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à leur engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête concernant le détournement allégué de produits destinés à des réfugiés particulièrement nécessiteux.)

Jugement AT/DEC/928

Genève, 8-30 juillet 1999

M. Barboza, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

#### **Affaire No 1016 : Darwich**

(Darwich contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)

(Demande d'un ancien fonctionnaire de l'Office, soutenant que le défendeur a injustement refusé le retrait de sa démission.)

Jugement AT/DEC/922

Genève 15-29 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Yenyi Olungu  
Mme Echols

\* \* \*

#### **Affaire No 1018 : Ali**

(Ali contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)

(Demande d'une ancienne fonctionnaire de l'Office, soutenant que l'Office a fait preuve de négligence lorsqu'il a démesurément retardé la convocation d'une réunion de la Commission médicale pour évaluer son aptitude au travail.)

Jugement AT/DEC/917

Genève, 2-23 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Amerasinghe  
M. Yenyi Olungu

\* \* \*

#### **Affaire No 1019 : Merani**

(Merani contre le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies) (Demande d'un fonctionnaire retraité, soutenant que la méthode utilisée par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour calculer ses prestations de retraite était incorrecte.)

Jugement AT/DEC/942

Genève, 21 juillet 1999

New York, 2-24 novembre 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
M. Haugh  
Mme Echols

\* \* \*

#### **Affaire No 1021 : Shamsi et Abboud**

(Shamsi et Abboud contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) (Demandes d'anciens fonctionnaires de l'Office, tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à leur engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête concernant le détournement allégué de produits destinés à des réfugiés particulièrement nécessiteux.)

Jugement AT/DEC/931

Genève, 8-30 juillet 1999

New York, 1er-15 novembre 1999

M. Barboza, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

#### **Affaire No 1022 : Pelanne et Gordon**

(Pelanne et Gordon contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

(Demande d'un ancien fonctionnaire et d'un fonctionnaire en service, soutenant que le défendeur a violé leur droit d'être complètement et équitablement en considération pour les postes vacants en nommant d'autres fonctionnaires à des postes qui n'ont pas fait l'objet d'un avis de vacance.)

Jugement AT/DEC/914

Genève, 1er-23 juillet 1999

M. Thierry, Président  
M. Barboza  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1023 : Al-Arid**

(Al-Arid contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire de l'Office, tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à son engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête sur des allégations de corruption concernant des entrepreneurs en bâtiment dont l'Office s'est attaché les services.)  
Jugement AT/DEC/932

New York, 2-15 novembre 1999

M. Barboza, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1024 : Oustinovitch**

(Oustinovitch contre le Secrétaire général de l'aviation civile internationale)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), tendant à l'annulation de la décision de ne pas lui verser une indemnité de cessation de service à la suite du non-renouvellement de son contrat pour cause de suppression de poste, et à son indemnisation par l'Organisation qui n'a pu lui trouver un autre poste. Il est question de savoir si le recours est recevable.)  
Jugement AT/DEC/938

New York, 4-19 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Gabay  
M. Yenyi Olungu

\* \* \*

**Affaire No 1025 : Nag**

(Nag contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à son engagement pour services non satisfaisants.)  
Jugement AT/DEC/940

New York, 4-19 novembre 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Yenyi Olungu

\* \* \*

**Affaire No 1026 : Kiwanuka**

(Kiwanuka contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), tendant à l'annulation de la décision de le renvoyer sans préavis.)  
Jugement AT/DEC/1941

New York, 3-18 novembre 1999

M. Gabay, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
Mme Echols

\* \* \*

**Affaire No 1029 : Toppin**

(Toppin contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire, tendant à l'annulation de la décision de ne pas lui verser intégralement l'indemnité que lui a accordée la Commission paritaire de recours.)  
Jugement AT/DEC/937

New York, 29 octobre-19 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Yenyi Olungu  
Mme Echols

\* \* \*

**Affaire No 1030 : Balkis**

(Balkis contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)  
(Demande d'un fonctionnaire international de l'Office, soutenant qu'il a droit à une indemnité à la suite de la cessation de son emploi en qualité de fonctionnaire local.)  
Jugement AT/DEC/933

New York, 5-15 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Barboza  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1031 : Yung**

(Yung contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à son engagement à titre permanent pour cause de suppression de poste, qu'elle estime être une violation de ses droits.)  
Jugement AT/DEC/943

New York, 8-24 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Yenyi Olungu  
Mme Echols

\* \* \*

**Affaire No 1032 : Abboud et consorts**

(Abboud et consorts contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)  
(Demandes d'anciens fonctionnaires de l'Office, tendant à l'annulation de la décision de mettre fin à leur engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête concernant le détournement allégué de produits destinés à des réfugiés particulièrement nécessiteux.)  
Jugement AT/DEC/934

New York, 1er-15 novembre 1999

M. Barboza, exerçant la présidence  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1033 : Shahrour**

(Shahrour contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire de l'Office, soutenant qu'il avait été mis fin à son engagement dans l'intérêt de l'Office à la suite d'une enquête menée par la Commission d'enquête sur des fautes qui auraient été commises en violation du Règlement du personnel.)  
Jugement AT/DEC/939

New York, 29 octobre-19 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Amerasinghe  
M. Haugh

\* \* \*

**Affaire No 1034 : Wheeler**

(Wheeler contre le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire de l'Organisation maritime internationale, soutenant qu'elle aurait dû être recrutée à la même classe et au même échelon que le poste qu'elle occupait précédemment dans le régime commun des Nations Unies.)  
Jugement AT/DEC/944

New York, 4-24 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Gabay  
Mme Echols

\* \* \*

**Affaire No 1036 : Esmael**

(Esmael contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)  
(Demande d'un ancien fonctionnaire de l'Office, soutenant qu'on l'a contraint à signer sa démission et que le défendeur refuse injustement qu'il retire sa démission.)  
Jugement AT/DEC/935

New York, 2-15 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Barboza  
M. Yenyi Olungu

\* \* \*

**Affaire No 1039 : Salama**

(Salama contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)  
(Demande d'un fonctionnaire, tendant à l'annulation de la décision de publier un avis de vacance pour le poste D-1 qu'il occupe actuellement alors qu'il est de la classe P-5 et à la confirmation de la validité de la nomination du requérant à ce poste.)  
Jugement AT/DEC/936

Genève, 1er-22 juillet 1999

New York, 3-15 novembre 1999

M. Thierry, Président  
M. Barboza  
M. Haugh

\* \* \*

## **E. Sessions prévues pour 2000**

6. Eu égard au nombre d'affaires dont il était saisi, le Tribunal a décidé que sa première session ordinaire, visée au paragraphe 2 de l'article 6 de son règlement, se tiendrait à Genève en juillet et août 2000 et que sa seconde session se tiendrait au siège durant le dernier trimestre de 2000, conformément aux articles 5.1 et 6.2 de son règlement.

## **F. Questions opérationnelles**

7. Dans sa note annuelle de 1991, le Tribunal a demandé à l'Assemblée générale que deux des postes de son secrétariat de quatre personnes, à savoir un poste d'administrateur et un poste d'agent des services généraux, soient convertis en postes permanents. Ces deux postes avaient été attribués au Tribunal à titre temporaire depuis 1989 après qu'il avait été admis que le nombre des affaires soumises au Tribunal exigeait la présence de postes supplémentaires. Dans sa note annuelle de 1997, le Tribunal a informé l'Assemblée générale qu'au lieu d'avoir été convertis en postes permanents, ces deux postes avaient au contraire été supprimés. Le secrétariat du Tribunal ne compte plus aujourd'hui que deux postes de fonctionnaire et utilise des crédits d'assistance temporaire pour financer deux postes temporaires. Le Tribunal souhaite rappeler à l'Assemblée générale que, dans la période 1950-1984, alors que le secrétariat du Tribunal ne comptait que deux fonctionnaires, le Tribunal a rendu 342 jugements, soit environ 10 par an. Durant la période 1985-1988, le Tribunal a rendu 97 jugements, soit environ 24 par an. En 1989, lorsque le secrétariat a été porté à quatre postes, le Tribunal a rendu 32 jugements. Dans les années qui ont suivi, la compétence du Tribunal a été élargie par décision de l'Assemblée générale et le nombre des affaires qui lui ont été soumises a augmenté : le nombre des jugements rendus par le Tribunal a augmenté régulièrement et quasiment doublé. Ainsi, le Tribunal a rendu 61 jugements en 1996 et 60 en 1997. Si les deux postes supprimés ne sont pas rétablis comme des postes de son secrétariat, l'aptitude du Tribunal à exercer son mandat sera gravement compromise.